

Débat sur L'impact économique du Coronavirus

La Tunisie, à l'instar de tous les pays de la planète, fait face, depuis le début de l'année, à une crise sanitaire sans précédent, provoquant de lourdes pertes en vies humaines et une brutale chute de l'activité économique et de la demande finale de biens et services.

Tout est chambardé, les modes de vie, les crédos, les repères, voire les priorités, du moins pour le court terme.

Rien n'est plus urgent, aujourd'hui, que de préserver les vies humaines et de minimiser les pertes au niveau du potentiel de production et d'emploi, tout en cherchant à approfondir les études et à renforcer les recherches pour mieux se prémunir contre la propagation de ce fléau, et découvrir le traitement ou le vaccin qui pourrait stopper son « élan destructeur ».

Il n'empêche que, tout en faisant face aux nouvelles urgences dictées par la crise sanitaire, il est important de se préparer à l'après pandémie, en exploitant rapidement les enseignements, qui en ressortent, pour retrouver une dynamique sur les plans social et économique à la hauteur des attentes et des aspirations.

C'est précisément à cet essai que s'est livré le Forum Ibn Khaldoun au cours de la vidéo- conférence du mardi 7 avril 2020, à laquelle a été convié pour l'introduire et l'animer Dr Rabie Razgallah fondateur d'une entreprise tuniso-canadienne qui a développé une expertise internationale en matière de gestion des épidémies.

Les développements qui suivent présentent, dans une première partie, les grandes lignes de l'exposé introductif du conférencier et récapitulent, dans une seconde partie, les principales conclusions et recommandations à tirer qui ressortent du débat et des d'études complémentaires en la matière.

I. Grandes lignes de l'exposé introductif

Le conférencier a axé son intervention, sous forme de PowerPoint, sur la situation de la pandémie en Tunisie et dans le monde, les démarches suivies pour la contrer ainsi que sur les opportunités qui ressortent de cette crise.

1. La crise sanitaire prend une dimension planétaire

Déclenchée en Chine chez un patient de 55 ans le 17 novembre 2019, l'épidémie s'est rapidement propagée localement, ensuite de proche en proche vers les pays asiatiques , puis vers l'Europe, les pays du Sud de la Méditerranée, le continent américain et enfin l'Afrique.

Décrétée comme urgence internationale le 21 janvier 2020, cette épidémie est qualifiée par l'OMS, depuis le 11 mars 2020, de pandémie mondiale dont l'épicentre bouge d'un continent à l'autre. Partant de la Chine, elle s'est déplacée depuis le 17 mars vers l'Europe (Italie, Espagne et France principalement), et ensuite vers les Etats unis qui sont rapidement devenus, depuis quelques jours, un important foyer de contamination.

A la date du 7 avril 2020, le nombre de personnes confirmées, analysées à l'appui, porteuses du virus Covid19 est de 1 362 936¹. En réalité, le nombre des porteurs du virus serait beaucoup plus élevé ; car il y a de nombreuses personnes asymptomatiques n'offrant aucun signe de contamination et des milliers de personnes n'arrivant pas à faire la différence entre la grippe H1N1 et le COVID19 compte tenu de la similarité de leurs symptômes cliniques.

La grande contagiosité du virus corona a poussé les autorités sanitaires de tous les pays du monde à mettre en place des mesures de dépistage. Cette action sanitaire visait la détection des foyers de contamination et la mise en place de moyens logistiques pour les contenir. Mais, malgré l'effort de dénombrement des sujets infectés par le virus, le décompte réel des cas contaminés reste, à ce stade, inconnu. La difficulté de fournir des données précises sur la situation de l'épidémie provient principalement des différentes stratégies de gestion de la situation observée dans chaque pays.

En effet, le décompte des cas dont la contamination est confirmée varie en fonction de la stratégie de dépistage dans chaque pays selon que le choix fait concerne toute la population ou la population présentant des symptômes de contamination, selon qu'on prenne en considération la capacité de soin du pays en termes de personnel de la santé ou de la capacité hospitalière.

Au vu de ces divergences et afin de décrire de manière plus détaillée l'évolution de la pandémie, l'incidence des cas décédés suite au virus corona a, également, fait l'objet d'une analyse journalière. Ce paramètre a l'avantage d'être plus fiable en termes de valeur que l'incidence des nouveaux cas, malgré les sources de variabilité qui peuvent le caractériser. Le taux de mortalité des personnes contaminées par le virus Corona varie d'un pays à l'autre en fonction principalement de trois éléments à savoir :

- La méthodologie de dénombrement des cas dans chaque pays.
- La disponibilité et le fonctionnement des systèmes de santé.
- La date de début de l'épidémie dans chaque pays.

La présentation des courbes du taux de mortalité d'un échantillon de pays contaminés par le virus entre le 25 février et le 7 avril 2020 révèle des disparités importantes entre l'Italie avec un taux de mortalité dépassant 12%, et les pays asiatiques, en l'occurrence la Chine, le Japon et la Corée du Sud qui ont fait preuve d'une certaine efficacité en matière de maîtrise de la crise avec des taux de mortalité dans une fourchette de 2 à 4%.

¹ A la date du 16 avril 2020 l'épidémie de Covid-19 a contaminé au total plus de 2 millions de personnes dans 193 pays dont plus de 134 000 en sont décédées selon le site électronique internet.

La Tunisie, touchée par l'épidémie environ trois semaines après l'Italie, a une courbe du taux de mortalité du Covid19 s'insérant entre celle de la Chine et celle du Japon. C'est encourageant même s'il est encore prématuré de dégager une appréciation définitive du fait que le pic épidémiologique n'a pas été encore atteint.

2. Relativisation de la pandémie mondiale

Le moment n'est pas à la panique. C'est le moment de se préparer pleinement déclarait le 28 février 2020 le secrétaire général des Nations Unis.

Le virus Covid19 comporte, selon le conférencier certaines opportunités qu'il importe de saisir qui concernent :

- L'émergence d'une conscience d'interdépendance et de responsabilité partagées et d'un impératif de solidarité, malgré les réticences et les singularités
- La révision des stratégies de développement en vue de prendre en considération les différents enseignements qui se dégagent de la crise.
- Le renforcement des politiques de préservation de l'environnement en tant que levier de l'amélioration des conditions sanitaires.
- L'accélération de l'innovation, en particulier sur le plan de la digitalisation et de l'intelligence artificielle.
- L'humilité dictée par l'ampleur des efforts requis pour assurer une plus grande maîtrise des grands problèmes qui se posent à l'humanité.
- Le renforcement de la résilience des sociétés et des économies pour qu'elles soient mieux armées à affronter les chocs futurs.

Mais quoiqu'il en soit, la crise sanitaire aura d'importantes retombées sur les rapports de force dans le monde.

La Chine pourrait en être le plus grand gagnant, dans la mesure où elle a réussi, en quelques semaines, un important changement de son image, passant de celle du bouc émissaire, à l'origine du déclenchement de l'épidémie, à celle du médecin et du ravitailleur de la planète vers qui les pays s'adressent pour s'approvisionner en équipements médicaux et en médicaments.

L'Europe, encore hésitante en l'absence d'un leadership fort, garde une image chahutée entre « le chemin de croix et la résurrection pascale ».

Alors que l'Amérique demeure la grande énigme quant à sa volonté de rééditer le rôle qu'elle avait assumé lors de la pandémie de la grippe espagnole en 1917 ou lors de la plus grande crise économique mondiale du XXe siècle en 1929.

3. Appréciation de la démarche tunisienne en matière de gestion de la crise

L'approche suivie par la Tunisie est, dans l'ensemble, cohérente prenant en considération les propositions des experts et des scientifiques sur les plans sanitaire, social et économique ainsi que les recommandations de l'OMS.

A cet égard, les propositions formulées par Professeur Slaheddine Sellami pour sauver les vies méritent d'être signalées car elles rejoignent, largement, l'approche gouvernementale en la matière dans la mesure où elles sous-tendent :

- L'application du confinement général avec la plus grande rigueur.
- La réalisation du maximum de tests de dépistage dans l'entourage des patients.
- L'augmentation de la capacité en lits de réanimation.
- La mise en place en urgence d'un conseil scientifique en tant que cellule de veille, de conseils et d'anticipation dans le domaine médical.

Les commentaires faits par la Professeure Habiba Ezzahi Ben Romdhane, à propos du vaste réseau d'infrastructures de santé de base, offrent des pistes intéressantes quant à la possibilité d'avoir d'importants gains en matière de maîtrise de l'épidémie à travers un bon traçage des cas et une mise en quarantaine efficace.

Toutefois un certain nombre de questions méritent, selon le conférencier, d'être approfondies en vue d'apporter les ajustements requis si nécessaire.

(1)- Le parcours mis en place pour les personnes suspectées et ou contaminées par le Covid19, comporte quelques faiblesses dans la mesure où seul 14 % des appels reçus par le SAMU sont traités du fait de la saturation du réseau. De sorte qu'un certain nombre de personnes contaminées ne sont pas prises en charge dans les délais requis.

(2)- La mise en quarantaine des sujets suspectés et ou contaminés pose de nombreux problèmes ; leur télésurveillance pourrait apporter une réactivité en temps réel face à l'évolution éventuelle d'un tableau clinique.

(3)- Les essais thérapeutiques de la Chloroquine en Tunisie doivent continuer ; quelques résultats positifs auraient été enregistrés. Mais tant que l'efficacité scientifique du médicament n'est pas prouvée, il faut éviter tout relâchement sur le plan de la prévention.

(4)- La numérisation et le recours au télétravail connaissent grâce aux restrictions de déplacement un important essor ; cela présente pour la Tunisie une formidable opportunité pour résorber les retards accumulés et réduire la fracture numérique.

II. Principales conclusions et recommandations

Le débat, faisant suite à l'exposé introductif présenté par le conférencier a été principalement axé sur la gestion sanitaire du coronavirus pour préserver les vies humaines ainsi que sur la politique anticipatrice pour minimiser le coût de la pandémie sur l'économie tunisienne et pour exploiter les nouvelles opportunités qui s'en dégagent.*

Premier axe : optimisation de la gestion sanitaire du coronavirus

La situation sanitaire est sérieuse. Elle l'est en Tunisie comme partout dans le Monde. La soudaineté de l'épidémie, sa vitesse de propagation, sa force meurtrière en font, et de loin, une des plus graves crises qu'affronte l'humanité depuis plus d'un siècle.

1. Pertinence de l'approche tunisienne en matière d'endiguement de l'épidémie

De l'avis des différents observateurs avisés, tunisiens et étrangers, l'approche suivie par la Tunisie en matière de prévention et de traitement est globalement pertinente, prenant en considération les recommandations de l'OMS et tirant profit des enseignements qui se dégagent de la gestion de la crise par les pays confrontés au coronavirus.

L'approche mise en œuvre, tout en se distinguant par une dose anticipatrice significative, paraît relativement cohérente recouvrant :

- Des dispositions préventives, à travers le confinement total de la population et le lancement d'une vaste campagne de sensibilisation sur les bonnes pratiques à appliquer pour minimiser les risques de contamination.
- Des dispositions curatives se traduisant par un important renforcement des crédits budgétaires alloués au renforcement de la logistique, en matière de veille et de traitement du secteur médical et sanitaire.
- Des mesures de compensation d'une partie des pertes de revenus en faveur des populations démunies astreintes à respecter les restrictions en matière de déplacement des personnes.
- Des mesures fiscales, monétaires et financières pour aider les entreprises à se maintenir en activité et à faire face à leurs engagements notamment vis-à-vis des banques et des organismes de sécurité sociale.

Il y a, certes, quelques disfonctionnements relevés principalement au niveau de la distribution de l'aide sociale, entraînant d'importants regroupements devant les bureaux de la poste ainsi qu'au niveau du respect de certaines mises en quarantaine et du confinement pour une partie de la population. Ils sont, a priori, à l'origine de la recrudescence du nombre de cas de contamination et de décès.

Mais dans l'ensemble la situation sanitaire semble continuer, jusqu'ici, à être sous contrôle, grâce à la rapide réactivité des autorités publiques pour introduire, chaque fois où cela est nécessaire, les ajustements requis pratiquement hors de toute contrainte financière. Un important effort en matière d'acquisition des équipements et des consommables médicaux est, d'ailleurs, activement déployé.

Mais jusqu'à quand pourra-t-on maintenir une démarche stoppant pratiquement près des deux tiers des activités économiques?

2. Les limites de la politique de confinement

La politique de confinement, si elle trouve une totale justification pour le court terme compte tenu de la soudaineté de l'épidémie et de la faiblesse des moyens en matière de dépistage et de traitement, est difficile à maintenir.

- Financièrement, elle a un coût très élevé sur le Budget de l'Etat dont l'équilibre en 2020 suppose, outre une augmentation, aujourd'hui incertaine, de la pression fiscale, la mobilisation de plus de 11 milliards de dinars d'emprunts intérieurs et extérieurs.
- Economiquement, elle se traduit par une forte baisse de la production et des implications négatives sur le cash flow des entreprises et sur le revenu des ménages.
- Socialement, le confinement est une dure épreuve très difficile à assumer par une population dont le quart environ vit dans des logements de 1 à 2 pièces dans le milieu urbain, où plus du tiers s'adonne à des petits métiers dans le commerce, la réparation, l'artisanat, les transports relevant du secteur informel² et ne dispose pas d'épargne suffisante pour amortir les chocs et soutenir un confinement prolongé.

Sur ce plan, Il est important de relever, qu'à la lumière des analyses et des réflexions des experts et des scientifiques dans les domaines de l'épidémiologie, **la crise sanitaire s'inscrit dans la durée tant que les intenses recherches engagées partout dans le monde n'aboutissent pas** à la mise sur le marché de vaccins et de médicaments présentant les garanties requises pour endiguer le fléau.

Il est important aussi de rappeler que la majorité des membres de la communauté scientifique dans le monde met en garde contre toute précipitation dans la levée des mesures de confinement prises pour endiguer la propagation du nouveau virus. Cela pourrait avoir, selon le directeur général de l'OMS, des conséquences dramatiques entraînant une résurgence mortelle de la pandémie³, si elle n'est pas précédée par toute une logistique de dépistage, de distanciation de traitement et d'hygiène.

Des pays qui ont annoncé une maîtrise totale de la situation sanitaire à travers une politique massive de dépistage et de traitement se trouvent confrontés, de nouveau, à la résurgence de l'épidémie, à l'instar de Singapour et de Hong Kong soumis à une deuxième vague.

Par ailleurs le crédo de l'immunisation acquise par la guérison de la personne contaminée a été récemment battu en brèche par de nombreux cas de récurrence comme vient de le relever la presse britannique⁴ qui fait état de 91 cas de personnes totalement guéries, de nouveau contaminées par le virus.

Ainsi, dans l'attente de l'hypothétique vaccin ou médicament rien n'est certain, rien n'est définitif !

² Source recensement population 2014 volume 6

³ Déclaration du directeur général de l'OMS publiée dans le site électronique Gnet news du 10/4/2020

⁴ Informations de Daily Telegraph et Sport relayées par BBC NEWS du 11 avril 2020

C'est pourquoi et afin de dépasser le dilemme entre la paralysie de l'activité économique et les résurgences de contaminations mortelles, le pilotage à vue, prenant en considération les enseignements qui se dégagent de la gestion sanitaire en Tunisie et dans les autres pays, s'avère nécessaire tout en s'engageant fortement à renforcer la résilience du système de santé tunisien à travers notamment avec trois orientations récapitulés comme suit.

(1)- Le renforcement de la veille scientifique pour suivre les efforts déployés dans le monde afin de pouvoir y contribuer au mieux dans les limites des moyens des instituts, des centres et des laboratoires de recherche d'une part, et pour être en mesure, si nécessaire, d'adapter, à temps, la politique de maîtrise de la crise sanitaire et lui conférer davantage d'efficacité.

(2)- Le renforcement de la capacité hospitalière de réanimation et de traitement du virus Covid 19 en augmentant, si nécessaire, les crédits budgétaires alloués tout en impliquant dans la stratégie de maîtrise du fléau le secteur privé et en particulier les médecins de famille à l'instar de la démarche allemande⁵ qui a su, en créant une synergie entre les deux secteurs publics et privés et en recourant à la médecine de proximité, conférer à la lutte contre le virus davantage d'efficacité par rapport à d'autres pays européens.

(3)- Le maintien de la politique préventive, tout en passant, dans les meilleurs délais, du confinement total à un confinement sélectif et ciblé, géographiquement et Sectoriellement, en fonction de la maîtrise du taux de transmission du virus, de l'augmentation de la capacité de réanimation et de dépistage ainsi que du respect des directives en matière de distanciation sociale, de gestes barrières⁶ et de la généralisation du port du masque.

A cet effet, la Tunisie doit pouvoir compter sur la médecine de proximité constituée par les milliers de médecins, généralistes et spécialistes. Elle doit, aussi, mieux exploiter l'important maillage en matière de santé de base pour mieux maîtriser la propagation du virus. Moyennant le renforcement en personnel et en équipements des dispensaires, il serait possible, en effet, d'engager, sur une base décentralisée, d'importants programmes de dépistage, de suivi continu des contaminations et de recherches de leurs origines, comme l'a, à juste titre, préconisé la professeure Habiba Ezzahi Ben Romdhane⁷ de manière à disposer de ratios précis des transmissions précisant pour chaque personne infectée le nombre de personnes contaminées, ce qui permettrait de renforcer la capacité de juguler la propagation du virus.

La récente commande, annoncée par le ministre de santé publique, de l'achat de 500 mille tests sérologiques rapides pour détecter les antigènes du virus Corona devra y contribuer moyennant la mise à contribution du vaste réseau de laboratoires dont dispose le secteur privé (près de 600).

⁵ Voir article de l'ancien président de l'association pour l'emploi des cadres Eric Verhaeghe paru le 8 avril 2020 dans le site électronique atlantico.fr

⁶ Les gestes barrières selon l'OMS sont : (1) se laver les mains fréquemment et correctement (2) maintenir une distance de sécurité d'un mètre (3) éviter de se toucher la bouche, le nez et les yeux (4) se couvrir la bouche pour toute toux ou éternuements et (5) appeler le médecin en cas de signes d'infection

⁷ Article « Et si notre système de santé était en mesure d'infléchir rapidement la courbe de l'épidémie de Covid19 » publié dans le site leaders du 28/3/2020

Par ailleurs, les nouvelles technologies pourraient, considérablement, aider à améliorer le traçage des malades pour rendre possible leur isolement et leur traitement au moindre coût. La modélisation effectuée par l'équipe de l'OMS-Tunisie a permis de chiffrer la réduction du nombre total d'infections à 87 pour cent si le traçage est effectué à 80 pour cent et si l'isolement est respecté. Ce qui est considérable !

Il est à signaler que des pays comme Singapour, la Corée du Sud et la Chine, ont aujourd'hui des applications opérationnelles sur les Smartphones pour le suivi des contacts et la minimisation des contaminations⁸. Le logiciel « trace together » conçu par l'agence de la technologie de Singapour est mis « à la disposition gratuite de tout pays ou développeur souhaitant l'utiliser et le modifier⁹.

Deuxième axe : la préservation du potentiel de production et d'emploi

La Tunisie, à l'instar de la plupart des pays de la planète, vit des moments difficiles sur les plans économique et social. D'ores et déjà, les premières retombées de la crise sanitaire commencent à apparaître au niveau de l'économie mondiale ainsi qu'au niveau de l'économie tunisienne ; il est absolument nécessaire d'en analyser la portée et surtout de dégager, à la lumière des enseignements qui en découlent et de l'évaluation des mesures prises, quelques orientations susceptibles, une fois approfondies, de permettre à l'économie tunisienne de trouver rapidement la parade pour rebondir sur des bases plus fortes.

1. Les retombées de la crise sanitaire sur l'économie mondiale

L'économie mondiale paraît, au vu des différentes données concordantes, durement affectée. Ainsi, la Chine verrait son PIB, selon Groupama¹⁰, en contraction de 9 % au premier trimestre 2020 malgré le redémarrage de l'activité en mars. La France enregistre, selon l'INSEE, une croissance négative de 6 % durant les trois premiers mois de l'année en cours. Alors que l'économie allemande, plombée par la pandémie, enregistre un fléchissement de la production durant le premier trimestre de 5 % selon son ministre de l'économie¹¹

L'Organisation Mondiale de Commerce s'attend, de son côté, pour l'année 2020 à une importante contraction du commerce mondial de 13 à 32 pour cent. Alors que les dernières prévisions du FMI anticipent une importante récession de l'économie mondiale en 2020, de l'ordre de 3% sous tendant une importante contraction du PIB pour les principaux partenaires de la Tunisie avec - 5.9% pour les Etats Unis, - 9.1% pour l'Italie, - 8% pour l'Espagne, - 7.2% pour la France, - 7% pour l'Allemagne et - 6.5% pour le Royaume Uni.

Ainsi, la crise sanitaire paraît, à ce stade, pire que la crise financière de l'année 2008. Outre l'effondrement des cours boursiers entraînant une perte de 25 000 milliards de dollars au niveau de l'épargne mondiale placée dans les entreprises cotées¹², l'économie réelle est sérieusement ébranlée

⁸ Source ; article « Singapour mise sur le Bluetooth pour suivre l'épidémie (Le Monde du jeudi 9 avril 2020)

⁹ Source article Brice Pedroletti paru dans le quotidien Le Monde du jeudi 9 avril 2020

¹⁰ Source usine nouvelle du 17 mars 2020

¹¹ Source site m24 heures du 8/4/2020

¹² Source : Article du 9 avril 2020 de Jacques Attali

par la fermeture des frontières et des usines et le confinement de plus de la moitié de la population mondiale.

C'est pourquoi, bousculant les sacro-saintes orthodoxies monétaires, budgétaires et financières, la plupart des grands pays de la planète se précipitent pour annoncer l'injection de considérables montants afin de renforcer le secteur de la santé et de soutenir les entreprises affectées par la crise. En témoigne la dernière décision prise par l'Union Européenne en matière de mise en œuvre d'un plan d'urgence de 500 milliards d'euros, ce qui correspond à plus de 3.5 pour cent du PIB des 27 pays membres de la communauté européenne.

De même, des initiatives sont prises pour soutenir la riposte sanitaire des pays en développement face aux menaces de Covid19. C'est le cas, en particulier, de la Banque Mondiale (14 milliards de \$), de la Banque Africaine de Développement (10 milliards \$), du Fonds Monétaire International (50 milliards \$). Et des appels se font, de plus en plus entendre, pour plaider l'adoption de programme de soutien en faveur des pays en développement. En témoigne le vibrant plaidoyer de la CNUCED du 30 mars 2020¹³ pour la mise en place d'un programme de soutien de 2500 milliards de dollars pour traduire en actions concrète la solidarité internationale.

Est-ce suffisant pour juguler la crise ? Personne aujourd'hui ne peut apporter des réponses crédibles. Tout dépendra en définitive de la durée de la crise et de son ampleur.

2. La gestion de la crise économique en Tunisie

L'économie tunisienne, ressent d'ores et déjà les effets de la crise sanitaire.

Les décisions prises pour faire face aux menaces de propagation du virus ont, en effet, une portée importante sur l'activité économique avec, notamment, la suspension de toutes les liaisons aériennes et maritimes pour le transport des passagers, la fermeture des établissements d'enseignement et de formation, des cafés, des restaurants et des activités culturelles ainsi que l'interdiction aux habitants de quitter leur domicile sauf extrême urgence et autorisation expresse.

D'importants secteurs seront lourdement affectés ; c'est le cas, en particulier, du tourisme et des transports dont la situation risquerait d'être dramatique étant donné que ces deux secteurs emploient directement plus de 300 000 personnes, contribuent à plus de 12 % du PIB et procurent près de 16 % des exportations de biens et services (plus de 9 milliards de dinars en 2019).

D'autres secteurs le seront aussi, sous l'effet de la baisse de la demande aussi bien en Tunisie que dans les différents marchés d'exportation ; c'est le cas en particulier des activités industrielles autres que l'alimentation, les produits pharmaceutiques et les produits d'hygiène, les activités de commerce, de réparation et de maintenance ainsi que les activités culturelles et de loisir.

La situation du secteur des industries mécaniques et électriques mérite, à cet égard, une attention particulière compte tenu de son importance sur les plans de l'emploi (plus de 130 000 en 2016) et

¹³ Voir communiqué TAP du 1 avril 2020.

des exportations (plus de 45% du total des exportations de biens). La baisse importante de l'activité du transport aérien et de celui des constructeurs automobiles et aéronautiques à travers le Monde, aura des graves répercussions sur les équipementiers de composants automobiles et industriels et en conséquence sur l'industrie tunisienne.

S'il est encore prématuré de chiffrer, de façon précise, les retombées finales de la situation sanitaire sur l'économie tunisienne compte tenu des nombreuses incertitudes qui demeurent tant sur la durée que sur l'ampleur, la récession paraît inévitable.

Certains éclairages, quoique préliminaires, élaborés par les instituts et les bureaux spécialisés méritent, toutefois, d'être pris en considération. C'est le cas, en particulier de la dernière prévision de la croissance dans le monde du FMI de qui anticipe pour la Tunisie une contraction du PIB tunisien de 4.3 pour cent en 2020. La baisse pourrait, même, être plus accentuée dans le cas où la demande finale n'enregistre pas au cours du deuxième semestre une reprise relative ; ce qui aurait d'importantes répercussions sur le budget de l'Etat, la balance des paiements et surtout sur l'emploi dont les expectatives situent l'aggravation du taux à plus de trois points de pourcentage.¹⁴

Les mesures adoptées par le Gouvernement et par la Banque Centrale, pour soutenir l'emploi et les entreprises sont certes importantes compte tenu du niveau élevé des montants alloués et de leur diversité, accordés notamment sous forme de ligne de crédits, de fonds de soutien, de report des échéances fiscales et de crédit, de consolidation des crédits, de réévaluation des actifs, de remboursement des crédits de TVA, et de prise en charge partielle des mises en chômage technique. Il y a lieu cependant d'en assurer la mise en œuvre avec la célérité requise tout en étant prêt, si nécessaire, à les compléter ou à les renforcer si la situation au cours des prochaines semaines l'exige.

De même, les dernières décisions prises par l'Union Européenne et le FMI pour l'octroi d'une aide exceptionnelle de près de 3 milliards de dinars¹⁵ constituent un important appui aux efforts de riposte à l'épidémie déployés par la Tunisie. Il est nécessaire toutefois d'accélérer la préparation des requêtes à présenter aux autres institutions financières qui ont annoncé ou sont susceptibles d'annoncer la mise en place de programmes d'urgence importants à l'instar de la Banque Mondiale, de la BAD, du FADES, de l'AFD et de la JIC, afin de faire face aux urgences de l'année 2020.

Ceci dit, trois aspects méritent de faire l'objet d'une attention particulière étant donné leur impact sur le processus de développement en 2021 et les années d'après.

(1)- La crise que vit le tourisme risque de perdurer même après la mise sur le marché d'un vaccin et d'un médicament présentant toutes les garanties d'efficacité requises, car le traumatisme que vit le monde, nourri par les incertitudes actuelles et les lourdes pertes financières et humaines, risque d'affecter les comportements et les modes de vie dans le sens d'un plus grand repli, du moins pour quelques années. La baisse prolongée de l'activité de ce secteur aura de graves répercussions sur la

¹⁴ Dans un post publié le 13 avril 2020, l'ancien ministre des finances Hakim Ben Hammouda estime que le taux de chômage passera de 14.9% à 18.8% à cause de la pandémie (Voir Business news du 13 avril)

¹⁵ Correspondant à un don de 250M€ de la part de l'UE et une aide d'urgence du FMI de 745 M\$ remboursable

plupart des secteurs économiques compte tenu de son fort taux d'intégration. L'artisanat et le transport aérien seront particulièrement affectés. D'où la nécessité d'une profonde réflexion sur les stratégies qui s'imposent et sur les restructurations qu'elles impliquent pour préserver ce secteur dont l'importance, intrinsèque et induite, n'est plus à démontrer tant au niveau de la dimension économique et sociale qu'au niveau de la dimension civilisationnelle.

Pourquoi ne pas profiter de cette « pause » pour mettre à niveau, rénover les unités hôtelières en utilisant au maximum les produits de l'artisanat tunisien et adapter la capacité hôtelière aux exigences du tourisme de proximité ?

(2)- L'investissement direct étranger est, incontestablement un important levier, non seulement en matière de croissance et de création d'emploi, mais aussi sur le plan du transfert technologique. Le nombre d'entreprises à participation étrangère dans les secteurs autres que celui de l'énergie ressort selon le dernier rapport de la FIPA à 3 486 unités à fin 2018 et les emplois qui y sont créés essentiellement dans des activités exportatrices à 386 mille. Or, la baisse de la demande extérieure dans les secteurs de l'habillement et de l'industrie automobile met à rude épreuve les entreprises exportatrices en général, les entreprises étrangères, en particulier. Une enquête menée durant la première semaine d'avril auprès de 130 entreprises allemandes révèle qu'un tiers des entreprises n'excluent pas une fermeture définitive de leurs unités¹⁶. C'est pourquoi, compte tenu des appels de relocalisation lancés, de plus en plus dans les pays traditionnellement exportateurs de capitaux, il est vital d'accorder à cet aspect une grande priorité en mettant en place, éventuellement, des mécanismes de soutien et d'encadrement pour ne pas donner des arguments aux partisans de la relocalisation. Pourquoi, d'ailleurs, ne pas tirer profit de cette lame de fond en revendiquant notre appartenance à la région euro-méditerranéenne ?

(3)- L'approfondissement des aspects socio-économiques de la crise sanitaire sur les plans économique et social doit, à l'évidence, constituer un axe important de l'action de réflexion et d'études afin d'augmenter la capacité de la Tunisie à faire face aux chocs futurs

Il faut se rendre à l'évidence que de nombreux secteurs mettraient du temps à se relever. C'est le cas, outre le tourisme et les transports, de l'industrie du textile et de l'habillement, de l'industrie électrique liée à l'aéronautique et à l'automobile. En revanche, il faut s'attendre à ce que d'autres secteurs, qualifiés par Jacques Attali d'industrie de la vie, offrent d'importantes opportunités d'expansion. C'est le cas en particulier de la santé, de l'éducation, des produits pharmaceutiques, de la recherche scientifique, de l'économie numérique et de l'économie verte. La Tunisie gagnerait à engager rapidement les études pour préciser les redéploiements requis aussi bien sur les plans stratégiques que sur les plans des politiques et des programmes d'actions pour optimiser la nouvelle mouvance qui se profile.

Par ailleurs, il faudra savoir tirer les enseignements de la crise concernant les catégories sociales à faible revenu, vivant au jour le jour, ne disposant pas de couverture sociale en accélérant les programmes de leur insertion dans l'économie formelle, moyennant la mise en place en leur faveur de régimes simplifiés sur le plan fiscal et sur celui des cotisations sociales ainsi que l'engagement de vastes campagnes de sensibilisation.

¹⁶ Enquête rapportée par le site électronique Challenges.tn le 12 avril 2020

Dans le même ordre d'idées, en vue de réduire le gaspillage et de lutter contre la contrebande et la spéculation, notamment au niveau des produits fortement subventionnés - autre enseignement de la crise- il faudra approfondir la réflexion concernant l'institution d'un revenu minimum universel, financé par une partie des transferts sociaux, en tant que levier de rationalisation de l'allocation des ressources et puissant instrument de lutte contre la pauvreté. Certains pays scandinaves semblent être assez avancés en matière d'expérimentation de cet important instrument ; il y a lieu d'examiner de près les étapes franchies et d'approfondir sa faisabilité en Tunisie compte tenu des spécificités de l'économie et de la société tunisienne.

Conclusion

La Tunisie vit des moments particulièrement difficiles, incontestablement les plus durs depuis l'indépendance, marqués par la montée de l'inquiétude face à la rapidité de la propagation du virus et de l'ampleur des ravages qu'il est en train d'occasionner, et également par l'angoisse nourrie de l'incertitude quant à sa durée et à son ampleur.

Plus rien ne sera comme l'avant coronavirus même si l'on parvient durant les prochains mois à trouver le vaccin et le médicament permettant de mettre fin à ses ravages.

Tout en continuant à mobiliser tous les efforts pour préserver les vies humaines et le potentiel de production, la Tunisie a tout intérêt à bien se préparer pour l'après crise. Outre les exigences de l'optimisation de l'allocation des ressources, de la lutte contre la corruption, de la correction des failles et des insuffisances mises à nues lors de la gestion de cette crise sanitaire, la Tunisie, aguerrie par l'épreuve du confinement et de la distanciation, devra pouvoir négocier l'important tournant de l'économie mondiale qui semble se profiler à la lumière des leçons et des enseignements qui en ressortent.

Dans le cadre de ce nouveau tournant, la numérisation est appelée à prendre un essor considérable dans l'administration, l'entreprise, l'école, l'hôpital. Cela ouvre de formidables opportunités pour améliorer les prestations et leur conférer davantage de transparence, pour réduire les disparités régionales, pour améliorer la qualité de vie tout en offrant des milliers d'emplois relativement bien rémunérés. La crise que vit la Tunisie a déjà donné un important élan au travail à distance. Il faudra cependant aller encore plus vite, plus loin, dans le cadre d'une approche intégrée sous-tendant un renforcement de l'infrastructure de l'internet haut débit, un développement de l'industrie du contenu et de service numérique ainsi qu'un important essor de la recherche scientifique en matière notamment de la sécurité des réseaux¹⁷.

Dans le même ordre d'idées, la préservation des ressources humaines, comme première priorité, devrait permettre à la Tunisie de se hisser à un palier supérieur durant l'après Corona. Cela confortera les choix faits depuis l'indépendance et offrira de formidables opportunités de rayonnement et de développement.

¹⁷ Se référer aux débats organisés par le Forum Ibn Khaldoun sur la transformation digitale en mars 2019 et aux technologies de l'information et de la communication en janvier 2018

Ainsi, l'aura acquise par le secteur de la santé, dans la lutte contre le coronavirus, pourra être un important stimulant pour en faire un secteur d'excellence, à même de fournir des prestations de soins de qualité pour les tunisiens mais aussi pour les étrangers à l'échelle régionale. Encore faudrait-il créer une synergie émulative entre les secteurs public et privé mais également entre l'enseignement, la recherche et les structures de soin¹⁸.

De même, les différentes initiatives en matière de riposte contre le virus par les écoles d'ingénieurs (fabrication et adaptation du matériel de protection et de réanimation) ouvrent d'importantes perspectives au développement de l'esprit d'innovation et de recherche. Elles confortent, en outre,, l'impératif à aller de l'avant en matière de lutte contre l'abandon scolaire et d'amélioration de la qualité de l'enseignement¹⁹.

Par ailleurs, même s'il n'est pas démontré, jusqu'ici, une totale corrélation entre l'apparition du virus et la dégradation de l'environnement, le rapprochement entre les deux phénomènes paraît inéluctable et donne des arguments encore plus forts à tous ceux qui plaident pour un développement économique et social respectant l'équilibre écologique et préservant la biodiversité. Il n'est pas exclu que l'après coronavirus sera un important tournant conférant au dumping environnemental la même valeur que le dumping commercial par l'organisation mondiale de commerce. La Tunisie a tout intérêt à se positionner rapidement parmi les pays respectueux de l'environnement ; Cela aura un impact positif sur la santé des tunisiens, sur la compétitivité extérieure du produit tunisien et sur son image de marque.

En définitive, La crise du coronavirus, bien que dure épreuve ébranlant les certitudes et les crédos, pourrait être une formidable chance pour la Tunisie pour mettre fin aux tiraillements, dépasser les doutes, reprendre confiance dans la qualité de nos cadres et dans notre force de travail, pour retrouver un nouveau souffle et passer à une vitesse supérieure de développement

La mobilisation de tous est nécessaire, pour créer une synergie entre l'Etat, les entreprises et les Établissements publics, le secteur privé dans sa diversité, les organisations nationales et la société civile, pour entretenir l'élan salvateur de solidarité envers les personnes et les entreprises les plus exposées et pour se forger une forte volonté transcendant les problèmes et les difficultés. La tâche ne sera pas aisée. Elle suppose d'importants efforts de restructuration, de réforme, d'investissement et des sacrifices pour le court terme. Elle implique, aussi et surtout, beaucoup d'humilité pour apprendre de nos erreurs et pour mieux tirer profit des expériences des autres pays, qu'ils soient développés, émergents ou en développement.

Tel est le principal message qui se dégage du large débat qui a commencé par vidéoconférence le 7 avril 2020 et qui s'est poursuivi en ligne jusqu'au 16 avril 2020.

Forum Ibn Khaldoun pour le Développement : le 16 avril 2020

Mots Clés : débats Forum Ibn Khaldoun ; impact corona sur l'économie tunisienne

[Présentation PowerPoint à télécharger](#)

¹⁸ Se référer aux débats sur le secteur de la santé du Forum Ibn Khaldoun (octobre et décembre 2019)

¹⁹ Se référer au débat sur les enjeux du secteur de l'éducation du Forum Ibn Khaldoun (mars 2020)